


*La ville et sa morphologie se transforment,  
en même temps que les ensembles sociaux  
se façonnent. Et tout ne va pas au même pas.*

*Marcel Roncayolo, 2000*

Commission des biens culturels  
du Québec

Rapport annuel de gestion 2008-2009

Québec 





Commission des biens culturels  
du Québec

Rapport annuel de gestion 2008-2009

Québec 

**Une publication  
de la Commission des biens culturels du Québec**

Direction de la publication : Mario Dufour, président

Collaboration : Yves Lefebvre, vice-président

Corinne Gustin

Jacques Saint-Pierre

Suzanne Turcotte

Révision linguistique : Services Fortexte inc.

Graphisme : Les Dompteurs de Souris

Impression : Imprimerie Provinciale

Photos au sol : Sylvie Lacroix

Photos aériennes : Pierre Lahoud

Dépôt légal – 2009

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque et Archives Canada

ISBN 978-2-550-55090-7

ISSN 1706-8363

© Gouvernement du Québec – 2009

Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction, par quelque procédé que ce soit, et la traduction, même partielles, sont interdites sans l'autorisation de la Commission des biens culturels du Québec.



Madame Christine St-Pierre  
Ministre de la Culture, des Communications  
et de la Condition féminine  
Gouvernement du Québec  
Québec

Madame la Ministre,

Conformément à l'article 7.11 de la Loi sur les biens culturels, j'ai l'honneur de vous soumettre le rapport annuel de gestion de la Commission des biens culturels du Québec pour l'exercice financier 2008-2009.

Ce rapport rend compte de l'ensemble des activités de la Commission et contient de l'information d'intérêt public.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le président,



Mario Dufour  
Québec, juin 2009



Monsieur Yvon Vallières  
Président de l'Assemblée nationale  
Hôtel du Parlement  
Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous soumettre le rapport annuel de gestion de la Commission des biens culturels du Québec pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2009.

Recevez, Monsieur le Président, mes salutations distinguées.

La ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine,



Christine St-Pierre  
Québec, juin 2009

## TABLE DES MATIÈRES

Déclaration attestant la fiabilité des données et des contrôles y afférents	9
Message du président	10
Introduction	12
Présentation de la Commission des biens culturels du Québec	13
Membres de la Commission des biens culturels du Québec au 31 mars 2009	14
Organigramme	15
Réalisations 2008-2009	16
Perspective d'avenir 2009-2010	22
Bilan des recommandations	23
Bilan des activités des comités	24
Calendrier des réunions plénières au cours de l'exercice 2008-2009	26
Crédits alloués et utilisation des ressources	26
Annexe 1 Résumé de la Loi sur les biens culturels (L.R.Q., c. B-4)	27
Annexe 2 Repères chronologiques	28

*Nota bene :* La Commission des biens culturels du Québec se conforme aux prescriptions de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels ainsi qu'à celles de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale, en prenant des mesures raisonnables sur demande d'une personne handicapée désirant avoir accès à un document produit par l'organisme ou demandant à se faire entendre par son comité d'audition. Elle souscrit donc à la politique de l'Office des personnes handicapées intitulée *À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité*. De plus, la Commission des biens culturels du Québec adhère à la *Stratégie gouvernementale de développement durable*.





### **DÉCLARATION ATTESTANT LA FIABILITÉ DES DONNÉES ET DES CONTRÔLES Y AFFÉRENTS**

L'information contenue dans le présent rapport annuel de gestion relève de ma responsabilité. Cette responsabilité porte sur la fiabilité des données contenues dans le rapport et des contrôles y afférents.

Les résultats et les données du rapport annuel de gestion 2008-2009 de la Commission des biens culturels du Québec :

- décrivent fidèlement les réalisations et les activités de l'organisme ;
- présentent des données exactes et fiables.

Je déclare que les données contenues dans le présent rapport annuel de gestion ainsi que les contrôles y afférents sont fiables et qu'ils correspondent à la situation telle qu'elle se présentait au 31 mars 2009.

Le président,



Mario Dufour  
Québec, juin 2009

## MESSAGE DU PRÉSIDENT

La Commission des biens culturels du Québec (CBCQ ou Commission) est arrivée à un tournant de son histoire. Après la consultation publique menée dans le cadre de la révision de la Loi sur les biens culturels au début de l'année 2008, elle s'est attaquée au défi emballant de « sortir le patrimoine de ses réserves » dans le contexte plus général de la mise en œuvre de la *Stratégie gouvernementale de développement durable*. Protéger les bâtiments existants dignes d'intérêt (les monuments historiques, mais aussi le patrimoine moderne) et les paysages remarquables, encourager la production de patrimoines bâtis de qualité, contribuer à améliorer les paysages ordinaires ou dégradés, tels sont les principaux objectifs que s'est donnés la Commission pour les prochaines années.

La CBCQ a déposé, au mois de juillet, son avis sur le livre vert *Un regard neuf sur le patrimoine culturel*. Elle y formule 40 recommandations visant à réaffirmer l'importance du patrimoine dans la culture du Québec et à placer celui-ci au sommet des priorités de l'État. La Commission a poursuivi son travail de réflexion dans le cadre de son mandat de conseiller la ministre. Ainsi, elle a été invitée par le président du Comité d'orientation du livre vert à approfondir la question des études d'impact patrimonial à laquelle elle faisait référence dans l'une de ses recommandations.

Pour la Commission, l'étude d'impact patrimonial s'inscrit dans une approche proactive de la gestion du patrimoine culturel. Elle constitue aussi un outil qui sera utile à tous les intervenants appelés à prendre des décisions en vue d'assurer la conservation du patrimoine culturel du Québec. La Commission a aussi publié une synthèse de la littérature nord-américaine sur un outil original et assez peu connu au Québec, soit le transfert de droits de développement (TDD). Ce système favorise la conservation des biens immobiliers patrimoniaux en accordant à leurs propriétaires des droits de construction transférables sur d'autres sites.

En 2008-2009, la CBCQ a fait un autre geste important pour l'avenir, soit l'adoption de son premier plan d'action de développement durable qui fait suite à la sanction par l'Assemblée nationale du Québec de la Loi sur le développement durable et à la mise en œuvre de la *Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013*. Le document a été rendu public en février 2009. L'adoption d'un tel plan s'inscrit dans la continuité pour la Commission qui s'est toujours fait la promotrice d'un développement respectueux du patrimoine matériel sous toutes ses formes et des pratiques culturelles qui constituent l'héritage collectif des Québécois. La culture représente, au même titre que l'économie ou l'environnement, un aspect essentiel du développement durable.

L'année 2008-2009 a également été marquée par le classement de deux éléments remarquables du patrimoine moderne québécois : l'église de Saint-Marc, à Saguenay, et Habitat-67, à Montréal. La Commission s'intéresse depuis plusieurs années au patrimoine moderne. M<sup>me</sup> France Vanlaethem, commissaire depuis 2001, directrice des études supérieures en architecture moderne et patrimoine à l'Université du Québec à Montréal et autorité en la matière, a rédigé en 2005 un premier rapport sur le sujet en posant le problème de la validité des critères d'évaluation du patrimoine ancien pour le patrimoine plus récent. Cette réflexion sera poursuivie dans le cadre d'une publication visant à favoriser les connaissances et l'appréciation d'un patrimoine particulièrement abondant et diversifié à l'échelle des régions du Québec.

La CBCQ a accueilli le 26 janvier dernier son nouveau vice-président, M. Yves Lefebvre. Il était auparavant premier conseiller aux affaires culturelles de la Délégation générale du Québec à Paris. Son expérience en administration publique, notamment dans le domaine culturel, sera d'une aide précieuse pour la Commission. M. Lefebvre entame un premier mandat d'une durée de trois ans.

Il succède à M<sup>me</sup> Suzel Brunel, vice-présidente du 30 octobre 2000 au 1<sup>er</sup> novembre 2008. Au nom des commissaires, du personnel et de tous les collaborateurs de la CBCQ, je lui exprime ma plus profonde reconnaissance pour son engagement dans la défense du patrimoine. Sa rigueur intellectuelle, sa passion du patrimoine et de la communication, son souci du travail bien fait auront confirmé la CBCQ comme un haut lieu de la recherche et un foyer de diffusion et de vulgarisation des connaissances en matière de patrimoine culturel. La publication *Empreintes & mémoire*, dont le second tome est en préparation sous sa direction, en témoigne de façon éloquente.

M. Serge Filion, urbaniste d'expérience nommé à la Commission en 2007, a continué de m'appuyer dans le travail essentiel de réflexion sur la mission future de l'organisme. Au moment où l'on entend mettre à jour la Loi sur les biens culturels, loi constitutive de la CBCQ, et l'arrimer à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme ainsi qu'à la Loi sur le développement durable, M. Filion s'est avéré un collaborateur enthousiaste, avisé et très apprécié de tous les commissaires. Je veux également remercier les membres de la Commission qui, dans leur champ de compétence respectif, ont permis à l'organisme de bénéficier de leur vaste expérience et du fruit de leurs réflexions.

M<sup>me</sup> Corinne Gustin, adjointe administrative, et Suzanne Turcotte, technicienne en administration, ont été des collaboratrices consciencieuses et d'une grande efficacité. La petite équipe administrative de la CBCQ a pu compter aussi sur le dynamisme de M<sup>me</sup> Sophie Morin, stagiaire durant l'été 2008, puis agente de recherche et de planification socioéconomique durant plus de cinq mois. Je tiens à les remercier pour leur contribution essentielle au bon fonctionnement de la Commission.



La réflexion sur la sauvegarde du patrimoine a beaucoup évolué au cours des dernières années. Tout en cherchant à créer des outils de gestion des biens et des espaces patrimoniaux québécois, la Commission des biens culturels suit de près les grands débats sur la scène internationale et elle y participe activement. Elle a ainsi adhéré à la Déclaration de Québec sur la sauvegarde de l'esprit du lieu, adoptée par l'Assemblée générale de l'ICOMOS, le 4 octobre 2008. Ce colloque scientifique a permis de valider une fois de plus la façon de procéder de la Commission qui tient compte dans ses avis non seulement des éléments matériels, mais également des éléments immatériels, dont la combinaison confère au lieu sa valeur. L'esprit du lieu met en contact avec le passé, c'est-à-dire avec les personnes qui ont conçu ou habité un bâtiment, aménagé un site, façonné un paysage, mais également avec les générations à venir pour lesquelles nous avons le devoir de préserver cet héritage.

Le président,

Mario Dufour

## INTRODUCTION

La Commission des biens culturels du Québec est un organisme consultatif qui relève de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine. Elle est formée de douze membres nommés par le gouvernement du Québec, qui viennent de plusieurs régions et qui se distinguent par leur formation et leurs compétences diversifiées. Y sont représentés les milieux universitaire, professionnel, associatif et institutionnel, de même que l'entreprise privée. Grâce à sa composition basée sur une démocratie de participation, la Commission reflète les opinions et les expériences les plus diverses de la société québécoise à l'égard du patrimoine.

Dotée par sa loi constitutive d'une structure volontairement légère, la Commission est en mesure de réagir rapidement aux demandes de la ministre et des citoyens. Son indépendance de fonctionnement fait en sorte qu'elle offre un point de vue rigoureux qui se situe en dehors des contraintes administratives et des enjeux politiques.



Le rapport annuel de gestion de la Commission permet de faire le point sur les résultats qu'elle a obtenus en fonction des objectifs fixés dans sa planification stratégique. Il offre également une réflexion plus large sur la mission de l'organisme : soutenir la responsabilité de la ministre en ce qui concerne la conservation, l'enrichissement, la mise en valeur et la transmission du patrimoine du Québec.

La Commission se veut un lieu critique de réflexion, représentatif des besoins du milieu et attentif aux opinions des citoyennes et des citoyens. Pour remplir sa mission, la Commission entretient des valeurs de rigueur, de transparence, de respect, d'accessibilité, de diligence et de confidentialité.



# PRÉSENTATION DE LA COMMISSION DES BIENS CULTURELS DU QUÉBEC

## Création

Créée en 1972, la Commission des biens culturels du Québec remplace la Commission des monuments historiques qui existait depuis 1922.

## Structure

La Commission relève de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine. Elle est formée de douze membres nommés par le gouvernement du Québec. Le président et le vice-président occupent leur poste à temps plein.

## Mission

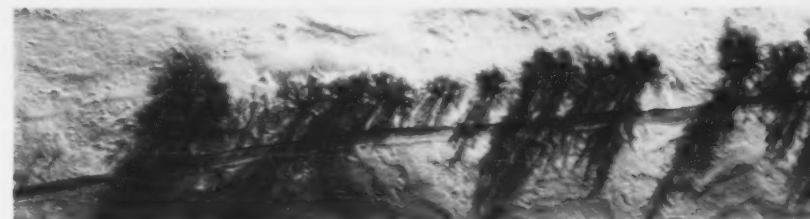
La Commission soutient la responsabilité de la ministre en ce qui concerne la conservation, l'enrichissement et la transmission du patrimoine du Québec.

## Rôle

La Commission est un organisme consultatif dont le rôle s'articule autour de trois fonctions, soit celles d'aviser, de conseiller et d'auditionner. Elle donne des avis et conseille la ministre au regard de la Loi sur les biens culturels et de la Loi sur les archives. Elle entend des individus ou des groupes à l'occasion d'auditions privées, de consultations publiques, de tournées régionales et de représentations.

La Commission est également un lieu d'expertise multidisciplinaire, qui contribue à l'avancement et à la diffusion des connaissances. Pour ce faire, la Commission :

- assiste et collabore à l'évolution des grands courants de pensée patrimoniale ;
- entreprend des études qui s'appuient sur des recherches menées sur le plan international en matière d'identification et de préservation du patrimoine ;
- dresse un état de la situation au Québec afin d'adapter les principes reconnus internationalement à la réalité québécoise ;
- diffuse largement ses publications afin de sensibiliser le plus grand nombre à la compréhension et à la protection du patrimoine national.



## MEMBRES DE LA COMMISSION DES BIENS CULTURELS DU QUÉBEC AU 31 MARS 2009



Mario Dufour, théologien  
Président de la Commission depuis mars 2005



Martin Bouffard, avocat  
Membre du Barreau  
Morency Société d'avocats, Québec  
Membre de la Commission depuis 2001



Anne Carrier, architecte  
Présidente du cabinet  
Anne Carrier architectes, Lévis  
Membre de la Commission depuis 2001



Malaka Ackaoui,  
Architecte paysagiste senior et urbaniste  
Associée chez Williams Asselin Ackaoui et associés inc.  
Membre de la Commission depuis 2007



Serge Filion, urbaniste  
Professeur invité à l'Université de Montréal  
Membre de la Commission depuis 2007



Claude Provencher, architecte  
Provencher Roy et associés  
Membre de la Commission depuis 2007



Yves Lefebvre, administrateur public  
Vice-président de la Commission depuis janvier 2009



Jean Brown, c. a.  
Associé  
Laberge Lafleur Brown, Québec  
Membre de la Commission depuis 2001



France Vanlaethem, Ph. D.  
Directrice des études supérieures en architecture moderne et patrimoine  
Université du Québec à Montréal  
Membre de la Commission depuis 2001



Denis Boucher, historien  
Gestionnaire aux programmes culturels et patrimoniaux  
Ville de Rivière-du-Loup  
Membre de la Commission depuis 2007



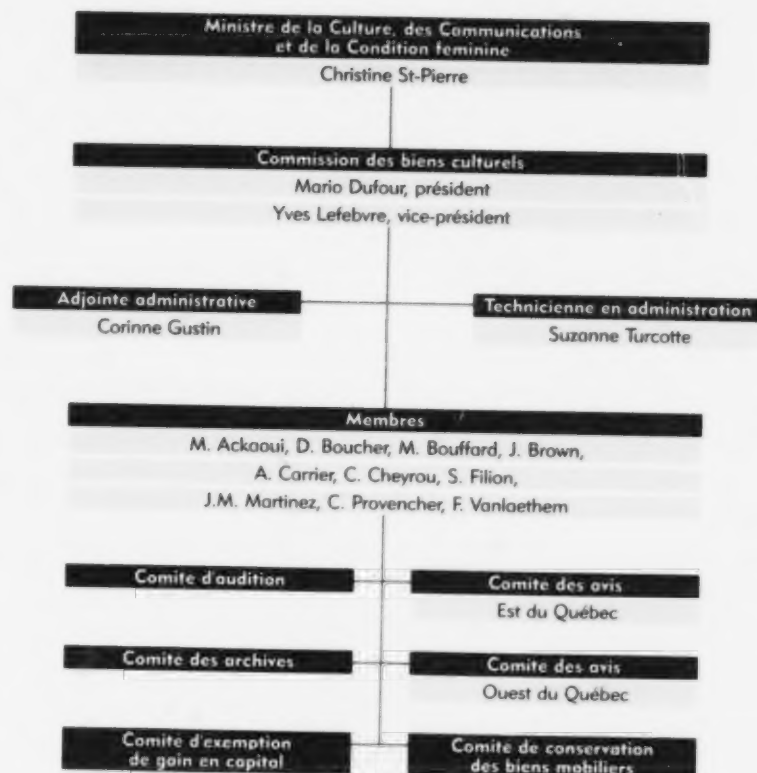
Juan Manuel Martinez,  
Diplômé architecte  
Directeur des programmes  
Organisation des villes du patrimoine mondial  
Membre de la Commission depuis 2007



Christine Cheyrou,  
Historienne et historienne de l'art  
Directrice-conservatrice  
Musée des Ursulines de Québec  
Membre de la Commission depuis 2008

# ORGANIGRAMME

## COMMISSION DES BIENS CULTURELS DU QUÉBEC



## RÉALISATIONS 2008-2009

La Commission des biens culturels du Québec a connu une année bien remplie, marquée d'abord par la consultation publique sur la révision de sa loi constitutive, puis par l'adoption d'un premier plan d'action de développement durable et l'élaboration d'un nouveau plan stratégique. À l'aube de changements importants, la petite équipe de la CBCQ a pu compter sur des ressources additionnelles pour mener à bien son mandat tout en se préparant à relever de nouveaux défis.

### Révision de la Loi sur les biens culturels

Comme suite au dépôt du livre vert et à la consultation publique dans le contexte de la révision de la Loi sur les biens culturels, la CBCQ a transmis à la ministre son avis sur le sujet le 9 juillet 2008. Cet avis s'appuie sur une analyse des mémoires et des témoignages déposés au moment des auditions. La Commission a voulu aussi élargir son regard en revisitant les travaux de la Commission parlementaire sur le patrimoine religieux (2005-2006) et les rapports Arpin sur le patrimoine culturel (2000), Bouchard-Taylor sur l'identité québécoise (2008), Coulombe sur la forêt (2004), Pronovost sur l'agriculture (2008) et Montmarquette sur la tarification des services publics (2008). La Commission a aussi tenu compte des préoccupations actuelles du gouvernement en matière de développement durable, d'aménagement du territoire et d'environnement.

Intitulé *Sortir le patrimoine de ses réserves*, le document de la CBCQ contient les recommandations de l'organisme, qui deviendrait le Conseil du patrimoine culturel du Québec. En proposant de « sortir le patrimoine de ses réserves », la Commission souhaite appliquer à l'ensemble du territoire québécois la même prudence et la même détermination qui ont été les siennes depuis 1922 pour protéger des monuments, des bâtiments, des sites, des arrondissements et enfin des paysages naturels. Cela dit, il importe de trouver des réponses novatrices aux défis que posent à la société québécoise la conservation et la mise en valeur de son patrimoine culturel, afin d'assurer avec efficience la protection de cet héritage et sa transmission aux générations futures. La réflexion en ce sens est bien amorcée à la CBCQ.

### Plan d'action de développement durable

Adoptée en 2007, soit un an après la sanction de la Loi sur le développement durable, la *Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013* expose les intentions gouvernementales en matière de développement durable et constitue le cadre de référence pour tous les ministères, organismes et entreprises de l'administration publique qui doivent contribuer à l'atteinte des objectifs qui y sont définis. La protection du patrimoine culturel figure au nombre des seize principes de développement durable qui doivent être pris en compte, selon la loi, dans chacune des actions de l'administration publique. De plus, le gouvernement a retenu la sauvegarde et le partage du patrimoine collectif comme orientation stratégique.

Comme suite à la mise en œuvre de la *Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013*, la CBCQ a élaboré au cours de l'année son premier plan d'action de développement durable. Son adoption s'inscrit dans la continuité pour la Commission. En effet, depuis sa création, elle promeut, sans le nommer, le concept de développement durable, puisque la protection du patrimoine favorise une utilisation pérenne des ressources tout en permettant la préservation de la qualité de vie et du lien identitaire qu'entretient la population avec son environnement.





L'adoption de ce nouveau cadre de gestion permettra à la CBCQ d'étendre sa contribution au développement durable à d'autres secteurs moins directement en rapport avec son mandat. La Commission a ainsi sélectionné huit objectifs de la stratégie gouvernementale auxquels elle souhaite adhérer. Ceux-ci se traduisent en autant d'objectifs organisationnels qui visent à établir le fil conducteur des actions à entreprendre quant aux objectifs gouvernementaux retenus initialement. Au total, la CBCQ mettra en œuvre douze actions qui lui permettront de répondre à ses objectifs organisationnels d'ici 2013, et ce plan d'action pourra être bonifié, en fonction de la redéfinition de son mandat.

### Planification stratégique

Conformément à la Loi sur l'administration publique, la CBCQ doit remettre un plan stratégique à la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine. Le document sera déposé à l'Assemblée nationale. Compte tenu de la révision en cours de la Loi sur les biens culturels, la Commission a choisi de produire un plan stratégique qui se situe dans la continuité du précédent. Il couvre la période 2009-2011 pour s'ajuster à la planification stratégique du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF). Une fois qu'il sera adopté, ce document sera publié dans le site Internet de la Commission.

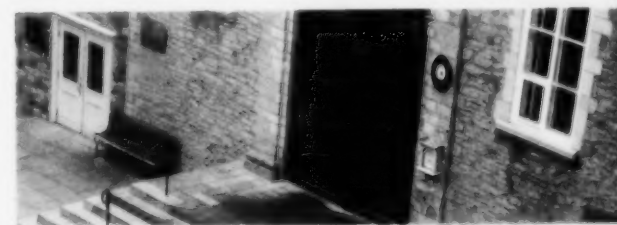
Le plan 2009-2011 décrit les enjeux, les orientations, les axes d'intervention, les objectifs et les indicateurs de résultats que la Commission cherchera à atteindre au cours des deux prochaines années. Ces enjeux et orientations répondent au triple mandat d'aviser, de conseiller et d'auditionner de la CBCQ et s'inscrivent dans le cadre des orientations gouvernementales et des orientations stratégiques du MCCCF.



### Patrimoine religieux et ensembles conventuels

La CBCQ continue à s'intéresser au patrimoine religieux, dont la prise en charge, la transmission et la réappropriation constituent un défi de taille pour la société contemporaine, dans le contexte de la baisse de la pratique religieuse. Le président de la Commission a participé à plusieurs rencontres et forums sur cette question d'actualité. Lors du colloque scientifique international tenu à Québec sur le thème de *L'esprit des lieux*, dans le cadre de la 16<sup>e</sup> assemblée générale annuelle de l'ICOMOS, il a eu l'occasion de rappeler quelques-unes des interventions récentes de la CBCQ visant à préserver les significations attachées à divers sites conventuels sans empêcher une adaptation à la vie contemporaine.

La reconversion des édifices religieux et des ensembles conventuels est amorcée depuis plusieurs décennies au Québec. En ce qui concerne la tradition catholique, le mouvement s'est accentué après 1960 avec le recul de la pratique religieuse et la baisse du nombre de vocations. Avec la prise en charge par l'État de l'éducation et des services sociaux, les laïcs ont pris la relève des religieux dans les écoles et les hôpitaux appartenant autrefois aux communautés, qui ont conservé toutefois leurs monastères. Aujourd'hui, l'avenir même des monastères est menacé. Les édifices conventuels et les terrains qui les entourent sont des sites très convoités par les promoteurs immobiliers. Cependant, les citoyens veulent aussi avoir leur mot à dire sur le sort réservé à ces propriétés inscrites dans le paysage depuis des générations.



La CBCQ a été interpellée au cours de l'année 2008-2009 dans divers dossiers relatifs à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine religieux. Consciente de l'importance de la mise en commun des expériences en ce domaine, la Commission participera à l'important colloque international qui se tiendra à Montréal et à Québec en octobre 2009 sur le thème *Des couvents en héritage*. La Commission porte aussi une attention particulière à la question des archives religieuses qui constituent un patrimoine immatériel essentiel à la connaissance de l'histoire du Québec. Il est important que ces documents soient conservés en région pour en faciliter la consultation.

### **Renforcement des liens avec les citoyennes et les citoyens**

La CBCQ demeure très attentive aux préoccupations de la population. Du 1<sup>er</sup> avril 2008 au 31 mars 2009, elle a ainsi tenu dix-huit auditions privées. La Commission est sans cesse à l'écoute des usagers du patrimoine, des individus ou groupes qui désirent faire valoir leur point de vue relativement à un bien culturel ou à un secteur touché d'un statut juridique. Elle souhaite d'ailleurs accroître le nombre de ces auditions. Pour ce faire, elle améliorera son site Internet en cherchant, notamment, à le rendre plus interactif et rappellera aux professionnels du MCCC l'importance d'offrir à sa clientèle la possibilité de se faire entendre, au besoin, par le comité d'audition de la Commission.

Pendant l'année 2008-2009, le président de la Commission a multiplié ses participations à des colloques, forums et ateliers où le patrimoine était au centre des discussions. Il y a prononcé plusieurs allocutions officielles. Par ailleurs, il continue de siéger, à titre d'observateur, à la Table de concertation du Mont-Royal mise sur pied après l'adoption par le gouvernement du décret créant l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal. Il a aussi participé, en compagnie du vice-président, à l'importante rencontre *Québec horizon culture* au Centre des congrès de Québec en février 2009, où l'on a annoncé une série de mesures visant notamment une utilisation dynamique du patrimoine pour améliorer la qualité du cadre de vie dans la capitale du Québec.

Enfin, le 18 mai 2008, la Commission a décerné pour la première fois le prix *Sensibilisation et mise en valeur patrimoniales* en vue de souligner le travail d'une personne ou d'un groupe pour transmettre et diffuser les valeurs patrimoniales d'un monument ou d'un territoire dans le but d'en favoriser l'appropriation par le milieu. Cette reconnaissance s'inscrit dans le contexte des prix *Félix-Antoine-Savard* créés en octobre 1996 par le centre commémoratif éponyme de Saint-Joseph-de-la-Rive. Le prix a été décerné à l'Équipe de recherche et de diffusion sur le patrimoine du Vieux-Montréal.

### **Enrichissement et diffusion des connaissances**

Au cours de l'année 2008-2009, la Commission a continué à affirmer sa présence sur différentes tribunes internationales. En cette année de commémoration du 400<sup>e</sup> anniversaire de Québec, la capitale a été l'hôte de plusieurs colloques et congrès scientifiques, auxquels le président a participé. M. Dufour et M<sup>me</sup> Nathalie Hamel, consultante en ethnologie et patrimoine, ont présenté une communication intitulée « Esprit du lieu : espaces de silence et regards croisés » au colloque de l'ICOMOS, qui s'est déroulé du 29 septembre au 4 octobre 2008. La Commission a aussi été représentée aux différentes rencontres sur le patrimoine organisées ailleurs au Québec.



La Commission a également poursuivi son programme de recherche fondamentale annoncé dans son plan stratégique et réalisé des études plus spécifiques touchant la révision de la loi. Certaines publications sont déjà accessibles dans son site Internet et sur demande.

■ Publications

- *Transfert des droits de développement à des fins patrimoniales, un outil pour le Québec?*

La technique de transfert de droits de développement est souvent utilisée aux États-Unis et elle a été plus récemment expérimentée en Colombie-Britannique. Cette étude se veut une synthèse de la littérature récente en Amérique sur le sujet et une analyse de plusieurs exemples d'application de cet outil de gestion. Les personnes concernées par le processus de révision de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et de la Loi sur les biens culturels jugeront de la pertinence d'un tel outil au Québec.

- *L'étude d'impact patrimonial: un outil pour la gestion du changement*

Dans le contexte d'élaboration d'une nouvelle législation pour la gestion du patrimoine culturel, la Commission a souhaité développer une réflexion approfondie et proposer des instruments permettant l'analyse rigoureuse et efficiente des impacts qu'un projet risque de causer aux ressources du patrimoine culturel. Plusieurs municipalités, professionnels du MCCCCF et experts en patrimoine ont pris connaissance de l'étude, qui a été accueillie très favorablement et dont le contenu a été qualifié de novateur.

■ Recherches en cours

En plus de ces recherches complétées, la Commission a plusieurs études en chantier qu'elle publiera prochainement :

- *Empreintes & mémoire, tome II, Arrondissements historiques de Sillery, Beauport, Charlesbourg*

Après la parution, en 2007, de *Empreintes & mémoire - L'arrondissement historique du Vieux-Québec*, un second tome paraîtra dans le courant de l'exercice 2009-2010. Préparée en collaboration avec les Publications du Québec et la Ville de Québec, cette suite de l'ouvrage, qui a connu une large diffusion, retracera l'histoire des trois autres arrondissements historiques situés dans la ville de Québec et illustrera les empreintes historiques qui y demeurent visibles aujourd'hui.

- *Guide méthodologique pour la réalisation d'une étude d'impact patrimonial*

Dans le prolongement de *L'étude d'impact patrimonial: un outil pour la gestion du changement*, la Commission a entrepris la réalisation d'un guide méthodologique qui présente plus en détail les étapes de réalisation d'une étude d'impact patrimonial. Cette recherche est au stade de la validation. Lorsque le travail sera complété, la Commission s'engagera dans un processus de diffusion et de sensibilisation afin que cet outil soit intégré le plus largement possible aux pratiques de gestion du patrimoine culturel.

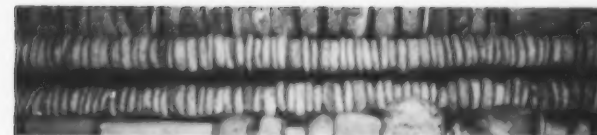


- *Des matériaux d'origine : Contraintes et perspectives sur l'emploi des matériaux traditionnels dans la réfection et l'entretien du patrimoine bâti au Québec*

Depuis quelques années, la Commission s'interroge sur la pertinence de permettre le recours à des matériaux de remplacement. Cette recherche aborde la problématique générale du potentiel et des contraintes associées à l'emploi des matériaux traditionnels dans les travaux de réfection, de rénovation et de restauration du patrimoine bâti au Québec. Une fois terminée, la publication sera déposée dans le site Internet de la Commission.

#### ■ Site Internet

Le site Internet de la Commission des biens culturels a reçu en moyenne près de 4 000 visites par mois entre le 1<sup>er</sup> avril 2008 et le 31 mars 2009. Les visiteurs proviennent en grande majorité des États-Unis et du Canada. Le site Internet permet la consultation de toutes les études réalisées par la Commission au fur et à mesure de leur publication, alors que les grands dossiers y sont traités en détail aussitôt qu'ils peuvent être diffusés. Par ailleurs, de nombreuses demandes de renseignements sont acheminées à la Commission par l'entremise du réseau Internet. Il est à noter que les publications de la CBCQ déposées dans son site Internet, en format HTML, sont accessibles aux personnes handicapées ayant un logiciel de reconnaissance vocale.



#### Ressources humaines

Au 31 mars 2009, les personnes suivantes formaient l'équipe de travail de la CBCQ :

- M. Mario Dufour, président
- M. Yves Lefebvre, vice-président
- M<sup>me</sup> Corinne Gustin, adjointe administrative
- M<sup>me</sup> Suzanne Turcotte, technicienne en administration

Du mois d'août 2008 jusqu'en février 2009, une professionnelle était au service de la Commission :

- M<sup>me</sup> Sophie Morin, agente de recherche et de planification socioéconomique

La Commission ne pourrait accomplir une tâche aussi considérable sans la collaboration de spécialistes extérieurs à qui elle confie des mandats ponctuels. Nous remercions les personnes qui ont collaboré, à titre de consultants, à ses travaux :

- la préparation de *Empreintes & mémoire, tome II, Arrondissements de Sillery, Beauport et Charlesbourg* :
  - M<sup>me</sup> Suzel Brunel, chargée de projet
  - M<sup>me</sup> Sylvie Lacroix, chargée de la rédaction des textes et de la photographie
  - M. Bertrand Lachance, cartographe
  - M. Pierre Lahoud, historien et photographe (pour les photos aériennes)

- l'étude d'impact patrimonial :
  - M<sup>me</sup> Nathalie Hamel, consultante en ethnologie et en patrimoine
- l'application de la technique des transferts de droits de développement pour la conservation des paysages naturels et culturels du Québec :
  - M<sup>me</sup> Marie-Odile Trépanier, juriste et urbaniste, et Stéphanie Wells, étudiante à la maîtrise en urbanisme
- l'étude sur la problématique des nouveaux matériaux de construction :
  - M. François Dufaux, architecte
- l'analyse des demandes de recherche archéologique :
  - M<sup>me</sup> Gisèle Piédalue, archéologue
- l'analyse des demandes de dépôt d'archives :
  - M<sup>me</sup> Cynthia Savard, archiviste
- l'analyse des demandes de restauration de biens mobiliers :
  - M. Laurier Lacroix, historien de l'art
- la préparation du rapport annuel :
  - M. Jacques Saint-Pierre, historien

### Ressources documentaires

La Commission dispose d'un centre de documentation sur le patrimoine comprenant plus de 1 400 titres, qui sont catalogués dans CUBIQ. Ces documents servent d'abord aux besoins internes de l'organisme, mais ils peuvent être consultés sur place, à la demande.



## PERSPECTIVE D'AVENIR 2009-2010

La Commission des biens culturels du Québec, qui a succédé en 1972 à la Commission des monuments historiques, a un bilan impressionnant de réalisations en matière de protection du patrimoine depuis 1922. Loin d'être figée dans le temps, la notion même de patrimoine évolue continuellement, et avec elle, les connaissances et les attentes des citoyens à l'égard du patrimoine culturel. C'est dans ce contexte évolutif que les préoccupations en matière de patrimoine immatériel et paysager ainsi que de développement durable s'inscriront davantage, dans les années qui viennent, au cœur des réflexions de la Commission.

Ainsi, l'équipe de la Commission des biens culturels du Québec poursuivra les études en cours et en amorcera de nouvelles sur les sujets suivants :

- l'application des programmes d'efficacité énergétique aux bâtiments patrimoniaux classés;
- les critères de protection en matière de paysage;
- le patrimoine immatériel;
- l'évolution du patrimoine moderne;
- la valorisation des ensembles conventuels;
- l'exemplarité de l'État en matière de protection et de mise en valeur du patrimoine.

La Commission entend par ailleurs participer à une dizaine de colloques ou séminaires au cours des prochaines années.

De plus, la Commission continuera à favoriser l'implication citoyenne à l'égard du patrimoine culturel et, à cette fin, écoutera attentivement les préoccupations de la population. La CBCQ prévoit tenir une vingtaine d'auditions privées ou publiques au cours du prochain exercice. Elle compte aussi accroître le nombre de tournées régionales.



### Conclusion

La Commission veut sortir le patrimoine de ses réserves en se faisant promotrice d'un patrimoine dynamique, respectueux des cultures qu'il représente et catalyseur de l'amélioration du cadre de vie.

Après la refonte en profondeur de sa loi constitutive de 1972, elle se prépare à répondre avec la même détermination à de nouveaux défis. La Commission est convaincue plus que jamais que la protection du patrimoine culturel et sa mise en valeur doivent devenir des priorités de l'État, au même titre que le développement durable.

Les bâtiments, les sites historiques, archéologiques et naturels, les paysages ainsi que les pratiques culturelles (croyances, coutumes, métiers traditionnels, savoir-faire, etc.) contribuent à forger l'identité des peuples. Cet héritage collectif est aussi, pour la société, un capital qu'il faut protéger pour le transmettre aux générations futures.

C'est ce à quoi la CBCQ continuera de s'employer dans les années à venir de concert avec la population et les divers intervenants responsables de la gestion du patrimoine.





## BILAN DES RECOMMANDATIONS (L.R.Q., c. B-4 et A-21.1)

*Nota bene :* Les recommandations qui sont publiées ici concernent seulement les dossiers pour lesquels la décision de la ministre, conforme à la recommandation de la Commission ou non, était connue au 31 mars 2009.

### Attribution d'un statut juridique (L.R.Q., c. B-4, chap. III, sec. I)

N° de la recommandation	Date	Désignation du bien et emplacement	Statut	Typologie des biens protégés
08-06	01-05-08	L'Enfilade-de-Maisons-en-Brique-Rouge-de-Yamachiche	Classement	Site historique
08-07	01-05-08	Site archéologique des Basques-de-l'Anse-à-la-Cave, Les Bergeronnes, et biens archéologiques du site des Basques-de-l'Anse-à-la-Cave	Classement	Site archéologique et bien archéologique
08-09	27-08-08	Église de Saint-Marc, Saguenay	Classement	Monument historique
08-16	21-11-08	Habitat-67, Montréal	Classement	Monument historique
08-17	21-11-08	Gare Windsor, Montréal	Classement	Monument historique

### Exemption de gain en capital pour l'aliénation de biens culturels (L.R.Q., c. B-4, art. 7,12)

N° de la recommandation	Date	Organisme accrédité ou agréé	Nombre de biens
08-19	08-11-21	Musée du Bas-Saint-Laurent	1
09-06	09-02-20	Musée du Bas-Saint-Laurent	2

### Ratification d'ententes entre le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et les municipalités ou municipalités régionales de comté (L.R.Q., c. B-4, art. 51f et 51g)

N° de la recommandation	Date	Organisme
08-14	08-10-22	Ville de Montréal
09-05	09-02-20	Répertoire canadien des lieux patrimoniaux

## BILAN DES ACTIVITÉS DES COMITÉS

La Commission compte quatre comités qui se réunissent régulièrement.

### Membres du Comité des avis :

M. Mario Dufour, président

M. Yves Lefebvre, vice-président

M<sup>me</sup> Anne Carrier, architecte (dossiers de l'est du Québec)

M. Serge Filion, urbaniste (dossiers de l'ouest et de l'est du Québec)

M<sup>me</sup> France Vanlaethem, diplômée architecte (dossiers de l'ouest du Québec)

M<sup>me</sup> Gisèle Piédalue, archéologue (pour les demandes de permis de recherche archéologique)

	Avis favorables	Avis défavorables	Sursis	Autres <sup>1</sup>	Permis mineurs refusés <sup>2</sup>	Total
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec						
Bas-Saint-Laurent	8	1				9
Capitale-Nationale	100	40	12	3	34	189
Chaudière-Appalaches	17					17
Côte-Nord	2					2
Estrie	2					2
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	64	3	2			69
Laval, Laurentides, Lanaudière	8	4	1			13
Mauricie-Centre-du-Québec	14	1				15
Montréal	17	3	1			21
Montréal	83	18	6	3		110
Outoouais	2					2
Saguenay-Lac-Saint-Jean	4					4
<b>Total</b>	<b>321</b>	<b>70</b>	<b>22</b>	<b>6</b>	<b>34</b>	<b>453</b>

Demandes de contributions et subventions analysées (art. 51)	Avis favorables	Avis défavorables	Sursis	Autres	Total
Aucune					

Demandes de permis de recherche archéologique analysées (art. 35)	Avis favorables	Avis défavorables	Sursis	Autres	Total
Est du Québec	34				34
Ouest du Québec	68				68
Nord du Québec	17				17
<b>Total</b>	<b>119</b>				<b>119</b>

1. La catégorie « Autres » représente les demandes de permis pour lesquelles la Commission n'a pas émis d'avis, généralement parce que les travaux avaient déjà été entrepris.

2. La CBCQ a entériné la décision du MCCCCF sur ces demandes de permis mineurs qui ont été refusées.



**Membres du Comité de conservation des biens mobiliers**

M. Mario Dufour, président

M. Yves Lefebvre, vice-président

M. Daniel Bastille, directeur, Centre de conservation du Québec

M. Laurier Lacroix, historien de l'art

Demandes de restauration de biens mobiliers analysées	Avis favorables	Avis défavorables	Sursis	Autres	Total
Aucune					

**Membres du Comité des archives**

M. Mario Dufour, président

M. Yves Lefebvre, vice-président

M<sup>me</sup> Christine Cheyrou, archivisteM<sup>me</sup> Cynthia Savard, archiviste

Demandes de dépôt d'archives analysées (art. 7,5, par. 3)	Avis favorables	Sursis	Total
	7	1	8
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>8</b>

**Membres du Comité d'audition (art. 7,6, par. 2):**

M. Mario Dufour, président

M. Yves Lefebvre, vice-président

M<sup>me</sup> Anne Carrier, architecte

M. Serge Filion, urbaniste

M<sup>me</sup> France Vanlaethem, diplômée architecte

Auditions privées	Audition publique	Visites de chantier
18		

Nombre de personnes entendues
45



*Nota bene :* Le Comité d'audition ne peut agir en appel ou en révision d'une décision de la ministre. Une fois que la ministre a rendu sa décision, la Commission, qui a auparavant fourni un avis sur l'affaire, est *functus officio*. Ainsi, la Commission n'a pas compétence pour reconsidérer la question à moins que des faits nouveaux touchent le dossier qui a été l'objet d'une audition.

## CALENDRIER DES RÉUNIONS PLÉNIÈRES AU COURS DE L'EXERCICE 2008-2009

En 2008-2009, la Commission a tenu 14 séances plénières :

30 avril et 1 <sup>er</sup> mai 2008	Montréal
19 et 20 juin 2008	Québec
30 juillet 2008	Conférence téléphonique
27 août 2008	Québec
29 septembre 2008	Québec
22 et 23 octobre 2008	Tournée régionale Laval, Lanaudière, Laurentides
21 novembre 2008	Québec
16 décembre 2008	Québec
29 janvier 2009	Québec
20 février 2009	Montréal
25 mars 2009	Québec

## CRÉDITS ALLOUÉS ET UTILISATION DES RESSOURCES

Les crédits alloués à la Commission pour l'exercice financier 2008-2009 s'élevaient à 625 777 \$.

### Utilisation des ressources

Programme 01 – Organismes-conseils et sociétés d'État  
Élément 03 – Commission des biens culturels du Québec

<b>Fonctionnement – personnel</b>	<b>407 551 \$<sup>1</sup></b>
Traitements	407 551 \$
<b>Fonctionnement – autres dépenses</b>	<b>218 226 \$<sup>2</sup></b>
Transport et communications	32 334 \$
Services professionnels et administratifs	148 555 \$
Location d'équipement et hébergement site Internet	6 037 \$
Loyer Société immobilière du Québec	27 600 \$
Fournitures et approvisionnement	3 200 \$
Matériel et équipement	500 \$
<b>Total de l'élément 03 du programme 01</b>	<b>625 777 \$</b>

1. Le budget de rémunération au 1<sup>er</sup> avril 2008 était de 322 800 \$. Il a été bonifié en cours d'année afin de compenser l'absence de M<sup>me</sup> Suzel Brunel à la vice-présidence.
2. Le budget de fonctionnement au 1<sup>er</sup> avril 2008 était de 163 000 \$. Il a été bonifié afin de compenser l'absence d'une ressource humaine à la vice-présidence entre le 2 novembre 2008 et le 25 janvier 2009.

## ANNEXE 1

# RÉSUMÉ DE LA LOI SUR LES BIENS CULTURELS (L.R.Q. c. B-4)

### 1922

- Promulgation de la Loi relative à la conservation des monuments et des objets d'art ayant un intérêt historique et artistique.
- Création de la Commission des monuments historiques.

Le Québec est la première province canadienne à légiférer dans le domaine de la sauvegarde du patrimoine.

### 1952 et 1963

Modifications apportées à la loi pour en élargir la portée.

### 1972

- La Loi sur les biens culturels remplace la loi existante.
- La Commission des biens culturels du Québec remplace la Commission des monuments historiques.

### 1985

Modifications apportées à la loi afin de permettre aux municipalités de citer des monuments historiques ou de constituer des sites du patrimoine.

### Fonctions de la loi :

- Reconnaître et classer des biens culturels dont la conservation présente un intérêt public d'un point de vue esthétique ou historique ;
- Décréter « arrondissement historique » un territoire où se trouve une concentration de monuments ou de sites historiques ;
- Décréter « arrondissement naturel » un territoire en raison de l'intérêt esthétique, légendaire ou pittoresque que présente son harmonie naturelle ;
- Prévoir l'établissement d'une « aire de protection » autour d'un monument classé ;
- Régir la délivrance des permis de recherche archéologique ;
- Conférer aux municipalités le privilège de citer un monument situé sur leur territoire et dont la conservation présente un intérêt public ;
- Conférer aux municipalités le privilège de constituer en site du patrimoine tout ou partie de leur territoire où se trouvent des biens culturels immobiliers et dans lequel le paysage architectural présente un intérêt d'ordre esthétique ou historique ;
- Sanctionner toute infraction à la loi.

## ANNEXE 2

# REPÈRES CHRONOLOGIQUES

### Évolution de la législation relative au patrimoine

- 1922** Adoption de la Loi relative à la conservation des monuments et des objets d'art ayant un intérêt historique ou artistique (12 George V, c. 30)
- 1935** Adoption de la Loi concernant l'Île d'Orléans
- 1952** Modification de la loi de 1922 :  
■ introduction des notions de « site historique » et d'« aire de protection » ;  
■ pouvoir de la Commission d'acquiescer des immeubles
- 1961** Création du ministère des Affaires culturelles, dont Georges-Émile Lapalme est le premier titulaire du poste de ministre
- 1963** Modification de la loi de 1922 :  
■ introduction de la notion d'« arrondissement historique »
- 1972** Adoption de la Loi sur les biens culturels :  
■ intégration des dispositions concernant les biens et les sites archéologiques ;  
■ institution de la Commission des biens culturels du Québec à titre d'organisme consultatif
- 1978** Modification de la Loi sur les biens culturels :  
■ protection du site historique selon les mêmes dispositions que dans le cas de l'arrondissement historique
- 1979** Adoption de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme :  
■ prise en considération du patrimoine dans l'élaboration des schémas d'aménagement du territoire
- 1983** Adoption de la Loi sur les archives
- 1985**
- 1997** Modifications de la Loi sur les biens culturels
- 1999**
- 2006** Création d'un comité chargé de l'élaboration d'un livre vert sur la révision de la Loi sur les biens culturels

### Premières attributions de statuts juridiques et décrets d'arrondissements

- 1929** Premiers monuments historiques : maison des Jésuites (Sillery), château De Ramezay (Montréal), église Notre-Dame-des-Victoires (Québec)
- 1960** Premier site historique : place d'Armes (Trois-Rivières)
- 1963** Arrondissement historique de Québec
- 1963-1965** Six nouveaux arrondissements historiques : Montréal, Sillery, Trois-Rivières, Charlesbourg, Beauport et Carignan
- 1970** Arrondissement historique de l'Île-d'Orléans
- 1973** Arrondissement naturel de Percé
- 1974** Premier site archéologique : Poste-de-Nétagamio, Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent
- 1975** Arrondissement historique de La Prairie
- 1978** Arrondissement naturel de l'Archipel-de-Mingan
- 1979** Première délégation de gestion d'un site historique à une municipalité : le Village-Minier-de-Bourlamaque, Val-d'Or.
- 1981** Arrondissement naturel du Bois-de-Saraguay (Montréal)
- 1986** Premier monument historique cité par une municipalité : gare de Saint-Faustin-Station, municipalité de Lac-Carré
- 1985** Premier site historique national créé par le Québec : l'Assemblée nationale du Québec
- 1987** Premier site du patrimoine constitué par une municipalité : site historique de North Hatley
- 2005** Arrondissement historique et naturel du Mont-Royal

### Présidence de la Commission des biens culturels du Québec de 1922 à 2008

<b>1922-1930</b>	Adélarde Turgeon
<b>1930-1931</b>	Poste vacant
<b>1931-1944</b>	Ralph-Albert Benoît
<b>1944-1955</b>	Poste vacant, mais responsabilité assumée par R.-A. Benoît.
<b>1955-1968</b>	Paul Gouin
<b>1968-1971</b>	Poste vacant
<b>1971-1972</b>	Roland Bourret
<b>1972-1978</b>	Georges-Émile Lapalme
<b>1978-1980</b>	Jean-Claude La Haye
<b>1980-1983</b>	Marcel Junius
<b>1983-1988</b>	Paul-Louis Martin
<b>1988-1997</b>	Cyril Simard
<b>1997-2000</b>	Marcel Masse
<b>2000-2004</b>	Louise Brunelle-Lavoie
<b>Octobre 2004 à mars 2005</b>	Poste vacant, mais responsabilité assumée par Suzel Brunel
<b>2005-</b>	Mario Dufour

### Quelques-unes des réalisations de la Commission des biens culturels du Québec

<b>1923-1927</b>	Publication des premiers inventaires : <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <i>Les monuments commémoratifs</i> (1923)</li> <li>■ <i>Les vieilles églises de la province de Québec</i> (1925)</li> <li>■ <i>Vieux manoirs, vieilles maisons</i> (1927)</li> </ul>
<b>1924</b>	Début du programme d'installation de plaques et d'inscriptions commémoratives
<b>1934</b>	Début de l'inventaire des œuvres d'art de la région de Québec, dressé par Gérard Morisset
<b>1937</b>	Mise sur pied du Service de l'inventaire des œuvres d'art, par Gérard Morisset
<b>1952</b>	Début du programme de restauration des église anciennes, élaboré par Gérard Morisset à la demande des commissaires
<b>1990-2001</b>	Publication des <i>Chemins de la mémoire</i> (ouvrage de synthèse en trois tomes sur les monuments et sites historiques et biens mobiliers classés du Québec)
<b>2002</b>	Lancement du site Web de la Commission à l'occasion de l'audition publique sur l'avenir du Mont-Royal
<b>2003</b>	Lancement d'un outil de sensibilisation grand public : <i>L'ABC de l'arrondissement historique de l'Île-d'Orléans</i>
<b>2007</b>	Création du prix <i>Sensibilisation et mise en valeur patrimoniales</i> Publication de <i>Empreintes &amp; mémoire – L'arrondissement historique du Vieux-Québec</i>
<b>2009</b>	Adoption d'un premier Plan d'action de développement durable

## Publications de la Commission des biens culturels du Québec de 2002 à 2009

Enquêtes		
2002	L'accessibilité aux lieux de culte du Québec	10 pages
2002	L'assurance des bâtiments anciens	10 pages
2002	Documenter les bâtiments patrimoniaux	6 pages
2002	L'aire de protection	4 pages
2006	De l'aire de protection au contexte du bien patrimonial	3 pages
Rapports de recherche		
2002	Un cadre de référence pour la gestion des arrondissements historiques	87 pages
2003	La mise en mémoire des lieux de création littéraire au Québec	32 pages
2003	Les modes de financement de la conservation du patrimoine bâti	38 pages
2004	L'évolution de la typologie des cimetières en Occident judéo-chrétien du Moyen Âge à nos jours	52 pages
2004	La gestion par les valeurs : exploration d'un modèle	51 pages
2004	Le cimetière patrimonial : un cadre de référence	24 pages
2004	Étude de caractérisation de l'arrondissement historique de La Prairie	61 pages
2004	Étude de caractérisation de l'arrondissement historique de Sillery	54 pages
2004	La murale urbaine : pratique et fonctions	64 pages
2005	Étude de caractérisation de l'arrondissement historique de Beauport	56 pages
2005	Étude de caractérisation de l'arrondissement historique de Charlesbourg	42 pages
2005	Étude de caractérisation de l'arrondissement historique de Trois-Rivières	81 pages
2005	Abrégé de l'Étude de caractérisation de l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal	26 pages
2005	Étude de caractérisation de l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal	170 pages
2006	Comment nommer le patrimoine quand le passé n'est plus ancien ?	39 pages
2006	Patrimoine et paysage agricoles de l'arrondissement historique de l'Île-d'Orléans	93 pages
2006	Étude de caractérisation de l'arrondissement naturel de Percé	74 pages
2006	Patrimoine et paysage agricoles de l'arrondissement historique de l'Île-d'Orléans	93 pages
2008	L'étude d'impact patrimonial : un outil pour la gestion du changement	63 pages
2009	Le transfert de droits de développement à des fins patrimoniales, un outil pour le Québec ?	51 pages
Livres		
2007	~ Empreintes & mémoire - L'arrondissement historique du Vieux-Québec, éditeur Les Publications du Québec	238 pages
Autres documents		
2005	Plan stratégique 2005-2008	13 pages
2009	Plan d'action de développement durable 2008-2013	22 pages



**Commission des biens culturels  
du Québec**

Édifice Guy-Frégault  
225, Grande Allée Est  
Bloc A - Rez-de-chaussée  
Québec (Québec) G1R 5G5  
Téléphone: 418 643-8378  
Télécopieur: 418 643-8591  
Adresse électronique: [info@cbcq.gouv.qc.ca](mailto:info@cbcq.gouv.qc.ca)  
Site Internet: [www.cbcq.gouv.qc.ca](http://www.cbcq.gouv.qc.ca)

